

Berne, le 19 mai 2019 / communiqué de presse

**Deux oui pour des rentes sûres et des conditions-cadres bonnes pour l’emploi**

**Travail.Suisse, l’organisation faîtière indépendante des travailleurs et travailleuses, se réjouit du oui du peuple suisse au projet AVS et réforme fiscale ainsi qu’à la réforme de la loi sur les armes. Ces oui sont très importants pour des rentes sûres et de bonnes conditions-cadres économiques et fiscales favorables pour l’emploi et les travailleurs et travailleuses.**

Travail.Suisse se réjouit du oui au projet AVS et réforme fiscale. Le fait que la Suisse se conforme ainsi aux standards fiscaux internationaux – on évite le risque de devenir un paradis fiscal - permet de maintenir des conditions-cadres attractives pour les investissements et donc les emplois. Travail.Suisse est aussi satisfait du bon compromis avec les deux milliards de francs pour l’AVS et donc la sûreté des rentes. On garantit ainsi le financement supplémentaire dont notre principale œuvre sociale a besoin dans l’immédiat et de manière sociale en plus en pouvant réduire l’augmentation de la TVA et repousser l’augmentation de l’âge de la retraite des femmes.

Toutefois, comme la réforme entraîne dans plusieurs cantons des baisses importantes du taux d’imposition des entreprises, Travail.Suisse les appelle à faire preuve de l’usage le plus modéré possible des instruments fiscaux prévus et prévoir, là où cela n’est pas encore fait ou de manière insuffisante, des compensations sociales substantielles pour la population avec la participation de l’économie. Si on devait assister malgré tout à une recrudescence ruineuse de la concurrence fiscale inter-cantonale, Travail.Suisse s’engagera pour la voie de l’harmonisatio n fiscale au niveau national.

En disant oui à la loi révisée sur les armes, le peuple suisse s’est prononcé pour la poursuite des Accords de Schengen-Dublin. On peut ainsi, d’une part, éviter le retour de contrôles aux frontières entravant la liberté de voyager des Suisses et, d’autre part, maintenir le visa Schengen essentiel pour l’industrie touristique suisse et le maintien des emplois dans cette branche. Un non à la révision de la loi sur les armes aurait fait perdre à l’industrie touristique suisse jusqu’à un demi-milliard de francs, ce qui aurait coûté de nombreux emplois, en particulier dans les régions de montagne. Travail.Suisse s’était engagée pour un oui avec sa fédération Hotel & Gastro Union dans la campagne de votation, dans le cadre d’une alliance d’organisations défendant les intérêts du tourisme.

Pour d’autres renseignements :

Adrian Wüthrich, président et conseiller national, mobile : 079 287 04 93

Denis Torche, responsable politique fiscale et politique extérieure, mobile : 079 846 35 19